

N	Turbulence	Initiatives citoyennes		Commune	
		Priorisation	commentaire/précisions/prise de note	Priorisation	commentaire/précisions/prise de note
1	Les citoyens et les administrations n'arrivent jamais à se rencontrer en raison des différences d'horaires.	AT	Le Temps à disposition de la part des citoyens est rare, il faut toujours faire des efforts pour se rencontrer. Voir aujourd'hui, ils ne sont pas avec nous et nous travaillons sans nous rencontrer(en parallèle). C'est vrais que cela n'empêche pas vraiment de travailler, mais ce n'est pas simple du tout!	I	Pas réellement un obstacle, mais un frein. On essaie d'être flexible mais les réunions ne sont pas toujours simples à caser. Cela peut compliquer voire ralentir les projets.
2	Les portes de l'administration ne s'ouvrent pas facilement aux citoyen.nes. On est renvoyé de service en service.			I	Dépend de la porte à laquelle on va toquer. Si ce n'est pas la bonne, cela peut se passer comme cela. En fonction des effectifs de chaque équipe, on peut ou non se permettre d'accompagner le citoyen qui cherche à qui s'adresser. Le service propreté a cette chance.
3	La (non) structure des citoyens rend son rapport avec les institutions difficiles.				
4	Une personne d'une initiative citoyenne est trop vindicative et nuit à la relation avec l'administration / les politiques.			I	Cela se joue en général au niveau du politique. Il arrive que les services administratifs soient pris en sandwichs. Ces frictions peuvent évidemment ralentir le projet
5	Le local public prêté à l'initiative citoyenne est récupéré (sans préavis).	I		AT	Ce genre d'incident tue la confiance pour longtemps. C'est très difficile de reconstruire la collaboration après un tel événement.
6	Le projet porté par l'initiative citoyenne est récupéré par le politique qui lance une communication sur le projet sans citer les acteurs à l'origine de celui-ci.	AT	Le politique récupère les actions citoyennes dans les programmes électoraux.	I	Cette crainte plane sur les projets au point que les agents se demandent s'ils ne sont pas dans l'autocensure car ils sont conscients du risque.
7	Les citoyens/l'administration n'ont/a pas d'interlocuteur unique et clair à qui s'adresser.	I		I	
8	Les autorités publiques et citoyen.ne.s ne partagent pas la même vision (court terme/moyen terme).	I	Touchent à la question de la pérennité des projets : qu'est-ce qu'il est possible de mettre en place pour favoriser la pérennité des projets		Très théorique
9	Le manque de connaissance mutuelle sur le fonctionnement interne (procédures, modes de gouvernance) des initiatives citoyennes et de l'administration amène des incompréhensions et tensions.	AT	Ne pas cse connaître n'aide pas	I	C'est vrai que cela se passe mieux avec les collectifs / citoyens qui connaissent déjà notre mode de fonctionnement et vice versa. C'est les toutes premières collaborations qui peuvent poser problème.
10	La vision politique actuelle n'est pas alignée avec la vision portée par les initiatives citoyennes.				
11	Certaines structures citoyennes sont 'juges et parties' (par ex. pour son financement, le GRACQ dépend de mandataires politiques qui, suite au jeu des élections et nominations, étaient parfois ceux avec lesquels ils avaient un contentieux sur un précédent dossier).				Ca peut arrivé mais très subjectif comme les problèmes interpersonnels.
12	Les administrations ne se coordonnent pas à cause d'un problème interpersonnel interne.			I	Mais pas à cause de problèmes interpersonnels. Il y a certains services avec lesquels il est moins facile de collaborer. Parfois tout simplement parce qu'ils sont débordés. D'autres évidemment sont moins ouverts. C'est plus un problème de transversalité ou de culture participative (intérêt d'accéder à des demandes qui proviennent de collectifs citoyens et pas de la hiérarchie).
13	L'échevin qui était la personne de contact et de confiance a été remplacé.	I	C'est le jeu et c'est tout le temps comme ça, donc intéressant à voir ce qui peut se mettre en place : Idées Parking: Faire une election sans candidats pour choisir les echevins.		Normalement les projets sont documentés et approuvés par l'ensemble du Collège. En cas de changement il n'est pas si aisé de remettre cela en question. En revanche, un nouvel échevin peut ou non être proactif. D'où l'importance d'une certaine forme de lobbying auprès des Politiques.
14	Les différents services de l'administration ne sont pas d'accord entre eux et les projets sont bloqués en raison d'oppositions interservices.	I	Le cas des bacs par exemple: le service tehnique a demanté, le service dev.durable a reanstellé.	AT	Difficulté avec le service Marchés publics par exemple. Aussi question de résistance au changement et difficultés de personnes.
15	Le sujet sur lequel travaille l'initiative touche différents niveaux administratifs (région et communes) qui sont peu ou pas coordonnés.	AT	voir la cas des bacs quartiers vers : blocaques communaux et subside régionale	AT	Problème majeur à travailler
16	Les autorités publiques ont une attitude top-down avec un sentiment de (dé)valorisation des actions du terrain – conception de projets sans concertation des acteurs de terrain.	AT	Pour cette turbulence le groupe a décidé de couplé la turbulence 21 avec la 16. Les citoyens ne sont pas sollicités, ni consulté au bon moment. En plus souvent les servivces n'ont pas un mandat clair.	AT	

Etterbeek_DCI_29 octobre 2018

AT : prioritaire dans le cadre de VILCO / I : Intéressant mais pas prioritaire

N	Turbulence	Initiatives citoyennes		Commune	
		Priorisation	commentaire/précisions/prise de note	Priorisation	commentaire/précisions/prise de note
17	Le cadre institutionnel est d'une telle rigidité que l'imprévu n'est pas possible ou l'erreur pas tolérée.				
18	Un des échevins ne s'entend pas avec le bourgmestre car un conflit interpersonnel les oppose et cela bloque le développement de certains projets.			AT	Cela peut arriver mais c'est une turbulence qui concerne plus le Collège. Il est rare qu'un dossier soit bloqué. Par contre la proactivité d'un élu peut faire en sorte que les choses avancent beaucoup plus vite (plutôt force d'accélération que de blocage). Si cela arrive, les services administratifs assurent le maintien des liaisons entre eux pour que les dossiers continuent à avancer.
19	Un des échevins cumule plusieurs mandats à différents niveaux et bloque la collaboration avec une initiative pour des raisons politiques	I	Le groupe n'a jamais eu des soucis de ce type là. Mais c'est vrai que le problème est que certaines personnes portent différentes casquettes		
20	Les citoyens ne s'attendent de l'administration une réponse prompte et réactive mais les démarches administratives sont trop lentes pour satisfaire à ces demandes...			AT	Voir autres commentaires.
21	Les approches participatives ne sont pas encore très intégrées dans la culture administrative... Du coup y'a pas mal de raté.	AT	Pour cette turbulence le groupe a décidé de coupler la turbulence 21 avec la 16. Les citoyens ne sont pas sollicités, ni consultés au bon moment. En plus souvent les services n'ont pas un mandat clair.	AT	Problème majeur à travailler !!
22	Les agents sont toujours dans leurs bureaux et manquent d'expériences de terrain. Ils ont du coup du mal à comprendre les citoyens (et leurs contraintes ou requêtes).			I	Dépend de la taille des équipes et des agents dont elles disposent sur le terrain. Peut d'information remonte du terrain.
23	Les projets à cheval sur deux communes ont des difficultés à se mettre en place car les communes ne travaillent pas ensemble.	I	mais ce n'est pas le cas de la commune d'Etterbeek. Ici avec Ixelles la collaboration se passe bien.	AT	Si les dossiers sont soutenus par des agents administratifs de deux communes, cela ne veut pas dire qu'il y a moyen de mener de grands projets à cheval sur plusieurs entités. Il faut aussi que les deux Collèges des bourgmestre et échevins s'entendent entre eux.
24	L'agent historique et de confiance dans l'administration a été remplacé.		il y a quand même un suivi, c'est plus problématique quand c'est la politique qui	I	Une personne clairement identifiée est un atout. Mais si les dossiers sont un minimum documentés, avec un certain degré de formalisation, leur transmission à un autre agent ne devrait pas poser de problème. Ceci permet aussi une meilleure transmission de l'information entre services.
25	Les citoyens font appel directement à des échevins pour accélérer le processus en court-circuitant les services administratifs.				Les agents administratifs de se considèrent pas comme court-circuités. Si c'est la manière la plus efficace de faire avancer les projets pourquoi pas. Cela reflète plutôt le fait que le système administratif est lent et qu'il est parfois nécessaire de s'en abstraire pour accélérer les choses.
26	Les citoyens ont l'impression que la Commune traîne car l'administration ne donne pas à voir le processus administratif du traitement des demandes citoyennes...			I	
27	Un projet accepté dans un appel à projets n'a pas pu être mis en place suite à un manque de coordination interne à la commune (affaires économiques - concurrence déloyale).	I			
28	Le membre "pilier" (le plus porteur/principal) de l'initiative citoyenne s'en va.				
29	Les membres de l'initiative citoyenne s'épuisent et le projet perd en puissance. La Commune hésite à poursuivre son soutien.	AT			S'il n'y a pas de force vive dans au sein de l'initiative collective, la Commune ne peut rien y faire.
30	Des conflits de motivations/d'envies/de valeurs entre membres de l'initiative citoyenne émergent (potager 100% bio versus potager productif, etc.).				A priori, cela ne concerne pas la Commune sauf si cela vient contrecarrer une volonté de l'échevin concerné.
31	Le Bourgmestre ou échevin fait des promesses à des citoyens d'initiative sans vérifier la faisabilité de ce qu'il avance avec les services administratifs				
32	L'espace occupé par l'initiative citoyenne va être réalloué pour un autre usage (qui n'est pas adapté).	AT	La commune reprend le local de l'atelier velo et la commune n'a pas d'alternative à proposer au groupe. C'est très intéressant!!!		

N	Turbulence	Initiatives citoyennes		Commune	
		Prio- risa- tion	commentaire/précisions/prise de note	Prio- risa- tion	commentaire/précisions/prise de note
33	Les pouvoirs publics demandent aux initiatives citoyennes de rendre des comptes exhaustifs et détaillés sur leur consommation de subsides pour justifier des dépenses publiques.		pas concernée		Essaye d'éviter dans la mesure du possible.
34	Les citoyens ont des difficultés pour remettre et suivre les appels à projets en raison de leur complexité et leur lourdeur administrative.	AT	appel à projet/ lourders admin		
35	La Commune veut trop s'immiscer dans les projets des initiatives citoyennes... Ce qui entraine une peur d'ingérence chez les citoyens.			AT	Rejoint sur ce qui a été dit en point 6 (récupération).
36	L'administration a du mal à valoriser et justifier les dépenses de soutien aux projets d'initiatives citoyennes car celles-ci n'évaluent pas la réussite et l'impact de leur projets.				L'administration n'a elle-même pas toujours le temps d'évaluer l'ensemble des ses propres actions. C'est rarement ce qui bloque. Le soutien de telle ou telle action dépend plutôt de la disponibilité du budget ou du feeling de l'échevin concerné. C'est le rôle des agents d'aller chercher le feedback / les infos sur le terrain et pas aux citoyens à rendre des comtes. Ces derniers doivent concentrer leur énergie sur leurs projets.
37	L'administration fait face à des plaintes de riverains qui sont contre le projet de l'initiative citoyenne soutenu par la Commune.	I			
38	Le manque de soutien (ressenti) des citoyens par la Commune dé motive les participants de l'initiative.				Ce n'est pas forcément un manque de soutien mais plutôt la longueur des procédures qui peut lasser. Cette lenteur peut être liée aux process qui prennent du temps ou au nombre de projets que porte un service en sous-effectif. Les dossiers finissent par être mis en concurrence entre eux. Il arrive aussi que les citoyens soient gavés parce qu'ils doivent remplir plusieurs fois le même formulaire.
39	L'administration ne se rend pas compte du temps passé par les citoyens dans les initiatives, elle prend cela pour un acquis et ne réalise pas toujours que c'est du travail bénévole. L'administration ne peut pas trop exiger ou attendre de choses.	I		AT	Même le peu qu'on demande c'est encore trop ! Les citoyens doivent concentrer leur énergie sur les projets qu'ils mènent et perdre le moins de temps possible en tracasseries administratives. Il nous arrive parfois de remplir des documents pour les participants, parfois parce qu'ils ne sont tout simplement pas en mesure de la faire (ex: pour un évènement, dessiner le plan, SIAMU, etc.). Mais cette attitude n'est pas forcément très répandue dans l'administration. C'est important à travailler pour clarifier les rôles des uns et des autres et d'accorder les moyens adéquats.
40	L'administration ne sait pas quelle attitude et méthodologie adopter pour accompagner les projets/Comités en crise		c'est géré en interne	I	Pour l'instant, nous ne prévoyons pas vraiment de médiation dans l'accompagnement. Si l'on fait appel à nous pour jouer ce rôle, nous pouvons l'envisager mais nous ne nous imposons pas comme tiers dans un conflit.
41	Les citoyens sont découragés et déçus par l'administration quand celle-ci leur fait une réponse négative sur un projet, et ce sans réelle justification ou explication.		Il suffit d'aller demander		
42	Face à certaines contraintes juridiques et administratives, les citoyen.ne.s. se sentent démunies et ont besoin de soutien pour obtenir les autorisations de mise en œuvre de leur projets.	AT	les citoyens trouvent toujours les ressources	I	Voir autre commentaires. Nécessité pour les agents administratifs de faciliter au maximum le processus pour que les citoyens puissent se concentrer sur leur action.
43	Les initiatives citoyennes portent leurs projets sans en parler à la Commune ce qui crée des tensions par la suite.	I			
44	Les citoyens pensent que l'administration est contre eux et préfèrent donc agir sans leur autorisation ou soutien.	I	le citoyens sont passés par une interpellation afin d'avoir le projet, il est difficile de savoir quel sont les outils à disposition	AT	La défiance se situe des deux côtés. L'autorité publique a surtout peur de perdre le contrôle de la situation, que le projet ne soit pas canalisé. Le fonctionnaire peut aider à amener les choses d'une manière qui apaise les craintes des uns et des autres.
45	Les subsides publiques attribuées à l'initiative ne sont pas renouvelées ce qui met à mal les projets citoyens.		voir les Qdc, les quartiers verts, la plus parts		